

Bobigny, le 1<sup>er</sup> février 2016

Le Bâtonnier

Monsieur Jean-Jacques URVOAS  
Garde des Sceaux, ministre de la Justice

SC/BJ

**LETTRE OUVERTE**

**A Monsieur Jean-Jacques URVOAS, garde des Sceaux, ministre de la Justice,  
sur la situation du Tribunal de Grande Instance de Bobigny**

Lettre recommandée avec accusé de réception

Monsieur le Ministre,

Je pense nécessaire et utile de vous adresser, quelques jours seulement après votre prise de fonctions, la copie de la lettre ouverte que j'adressais il y a quelques semaines à Madame Christiane TAUBIRA.

Celle-ci s'inscrivait dans un échange de longue date avec la garde des Sceaux et devait aboutir, le jeudi 4 février, à un rendez-vous avec Monsieur Alain CHRISTNACHT, son Directeur de Cabinet.

J'avais en conséquence convoqué pour le 8 février une Assemblée Générale de mon Barreau afin de rendre compte de ce rendez-vous, mais aussi, au regard de la réponse qui m'aurait été donnée, de faire le point sur l'action en responsabilité de l'Etat que mon Conseil de l'Ordre et moi-même envisageons d'engager aux fins de réparation des préjudices subis par les justiciables compte tenu des délais de traitement de leurs dossiers.

Il m'est indiqué assez sèchement ce jour que ce rendez-vous du 4 février n'aura finalement pas lieu, sans proposition d'une autre date.

Je conçois naturellement les contraintes inhérentes à la réorganisation d'un Cabinet, quoique Monsieur Alain CHRISTNACHT conserve son poste, et c'est donc auprès de vous désormais que je formule une demande de rendez-vous pour évoquer la situation du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, qui reste d'une douloureuse et urgente actualité.

Je ne doute pas que vous y serez attentif, comme vous avez su l'être, dans votre discours lors de l'Assemblée Générale de la Conférence des Bâtonniers du 29 janvier, à l'égard des préoccupations exprimées par les représentants du Barreau français.

Dans cette attente,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le Bâtonnier,  
Stéphane CAMPANA



PJ : copie de la « lettre ouverte » du 7 janvier 2016